

**Nations unies - Moyen-Orient -
Intervention du représentant
permanent de la France auprès des
Nations unies - Conseil de sécurité**
(New York, 25 janvier 2018)

Monsieur le Président,

Je tiens tout d'abord à remercier le coordinateur spécial Nikolay Mladenov pour sa présentation, comme toujours complète et précise, mais aussi pour son engagement et celui de ses équipes.

Le tableau que nous venons d'entendre rappelle une réalité dont ce Conseil ne doit pas détourner son attention : alors que les crises se multiplient au Moyen-Orient depuis plusieurs années, le plus ancien des conflits de la région reste sans solution.

Or, le temps ne rend pas le conflit israélo-palestinien moins dangereux, au contraire : la situation qui prévaut sur le terrain est un faux statu quo, qui recouvre en réalité une dégradation quotidienne, liée notamment à la colonisation et plus généralement à l'occupation. Cette situation peut dégénérer en crise ouverte à tout moment, à Gaza comme à Jérusalem. Décennie après décennie, la paix recule sur le terrain, mais également dans les discours, dans les esprits et dans les coeurs, à mesure que des générations successives de Palestiniens et d'Israéliens perdent l'espoir d'un règlement du conflit.

Nous avons ainsi deux récits entre lesquels les ponts sont de plus en plus rares et tenus, ce qui, en conduisant à l'ignorance de l'autre, risque d'alimenter mécaniquement les oppositions.

Les crises meurtrières qui traversent la région n'ont pas pour conséquence de banaliser ou de marginaliser le conflit israélo-palestinien : par sa dimension symbolique, son écho régional et sa place sans équivalent dans l'imaginaire collectif, ce conflit conserve son caractère central et mobilisateur ; sa portée dépasse largement les frontières d'Israël et des Territoires palestiniens. La permanence de l'occupation et les tensions qu'elle génère offrent un prétexte inespéré de recrutement aux groupes terroristes qui sont actifs dans la région. Et toute escalade sur le terrain porte le risque de conséquences régionales incontrôlables.

Le paradoxe, c'est que si le conflit israélo-palestinien est aujourd'hui le plus ancien de ceux qui déchirent le Moyen-Orient, c'est aussi le seul dont la solution soit à ce point connue et partagée au sein de la communauté internationale. Cette solution repose sur la vision de deux Etats démocratiques, Israël et la Palestine, vivant côte-à-côte dans la paix et la sécurité. Les destins des Israéliens et des Palestiniens sont intimement liés : aucun des deux peuples ne réalisera durablement ses aspirations nationales aux dépens de l'autre.

C'est pourquoi ce choc de récits hermétiquement inconciliables que j'évoquais à l'instant est aussi dangereux.

Monsieur le Président,

Nous prenons acte de l'engagement des Etats-Unis à rechercher une reprise des négociations israélo-palestiniennes en vue d'un accord sur le statut final. Nous attendons désormais de la part des Etats-Unis des propositions en ce sens, dont nous souhaitons qu'elles s'inscrivent dans le cadre agréé par la communauté internationale, sur lequel sont bâtis tous nos efforts de paix.

C'est ce qu'a rappelé le président de la République Emmanuel Macron à l'occasion de ses récents entretiens avec Benyamin Netanyahou et Mahmoud Abbas. C'est également ce qu'a rappelé le ministre des affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian lors de la rencontre des ministres des affaires étrangères de l'Union européenne avec Mahmoud Abbas à Bruxelles le 22 janvier. À cette occasion, le président palestinien a réaffirmé son engagement en faveur d'une paix fondée sur le principe des deux Etats.

Monsieur le Président,

Il n'existe pas d'alternative crédible aux paramètres internationalement agréés, qui eux-mêmes reposent sur le droit international. Permettez-moi une nouvelle fois de rappeler ces paramètres :

- deux Etats vivant en paix et en sécurité le long de frontières sûres et reconnues ;
- des frontières tracées sur la base des lignes de 1967, avec des échanges de territoires mutuellement agréés ;
- Jérusalem pour future capitale de ces deux Etats ;
- une solution concertée, réaliste et équitable pour les réfugiés palestiniens.

Dans ce contexte, une approche régionale et des incitations économiques peuvent être des éléments importants pour accompagner un accord de paix mais ne sauraient s'y substituer.

Nous sommes aujourd'hui à la croisée des chemins, à un moment critique où chacun des paramètres que je viens d'énumérer est fragilisé.

1/ S'agissant d'abord des lignes de 1967, l'entreprise de colonisation des territoires palestiniens et toutes les mesures législatives et administratives qui l'accompagnent sont en train d'imposer

une autre réalité sur le terrain. Il y a aujourd'hui 600.000 colons, dont 200.000 à Jérusalem-Est. L'année 2017 a été une année record en matière de colonisation. Et depuis le début de cette année, des annonces portant sur près de 1.800 unités de logement sont déjà intervenues. Un grand nombre d'entre elles portent sur des colonies situées en profondeur dans le territoire de la Cisjordanie, notamment l'approbation de la construction de 7 structures sur des terres privées palestiniennes dans une colonie dite «sauvage», c'est-à-dire illégale même en droit israélien, et dont la Cour suprême israélienne a ordonné le démantèlement. La position de la France est claire : nous condamnons la colonisation sous toutes ses formes. Elle est illégale en droit international, comme l'a rappelé la résolution 2334 de ce Conseil. Elle est contre-productive et même dangereuse, puisqu'elle détruit sur le terrain la possibilité des deux Etats et mine la confiance entre les parties.

2/ Sur Jérusalem ensuite, notre position est bien connue et nous avons eu l'occasion de la rappeler récemment de manière détaillée. Le statut de Jérusalem devra être déterminé par les parties dans le cadre d'un accord de paix. Au titre de ce futur accord, la ville a vocation à devenir la capitale de deux Etats, Israël et la Palestine. En l'absence d'accord, conformément au consensus qui prévaut depuis 70 ans au sein de la communauté internationale, la France ne reconnaît aucune souveraineté sur Jérusalem. Comme l'ont indiqué les autorités françaises au plus haut niveau, nous désapprouvons les annonces américaines de la fin de l'année dernière, qui s'écartent de ce consensus international et des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, en particulier la résolution 478. De même, nous regrettons l'adoption au début de cette année de la loi israélienne sur Jérusalem, qui rendra beaucoup plus difficile un partage de Jérusalem dans le cadre d'un futur accord de paix.

3/ Enfin, la situation des camps de réfugiés palestiniens constitue une bombe à retardement, dans les territoires palestiniens et en particulier à Gaza, mais également dans la région. Tant que nous ne serons pas parvenus à mettre oeuvre une solution juste et réaliste à la question des réfugiés dans le cadre d'un accord israélo-palestinien, la fourniture par l'UNRWA d'une assistance et de services de base à plus de 5 millions de réfugiés palestiniens sera indispensable. Il s'agit bien sûr d'une exigence humanitaire, notamment à travers la fourniture de services de santé et d'une aide alimentaire. Il s'agit, de manière tout aussi importante, d'un enjeu de développement humain : à travers le réseau des écoles de l'UNRWA et le rôle de l'agence en matière d'emploi, c'est la possibilité même d'un avenir qui est préservée pour une population particulièrement jeune. Enfin, il s'agit d'un impératif pour la sécurité et la stabilité de la région : une interruption des services de l'UNRWA pourrait conduire à une escalade à Gaza, mais également à des répercussions en matière de sécurité dans les pays de la région qui accueillent des réfugiés, notamment au Liban où la situation financière de l'UNRWA est dès à présent critique. Plus l'UNRWA est faible, plus les groupes terroristes peuvent utiliser les camps de réfugiés palestiniens comme des viviers de recrutement.

Dans ce contexte, les récentes annonces de gel partiel et de limitation du champ de la contribution américaine à l'UNRWA suscitent une très vive inquiétude de notre part. Les Etats-Unis sont un contributeur essentiel à l'UNRWA, et le rôle qu'ils jouent dans le financement de l'agence depuis des années est décisif. Nous les appelons à ne pas renoncer à ce rôle, et à ne pas fragiliser l'outil de stabilisation régionale que représente l'UNRWA. Nous les invitons, indépendamment de leur engagement dans le processus de paix, à préserver une aide qui est nécessaire pour les Palestiniens comme pour la sécurité de la région.

Monsieur le Président,

Dans le contexte difficile que je viens de décrire, je veux redire solennellement ici qu'il n'existe pas d'alternative viable à la solution des deux Etats. L'Etat unique - que certains présentent comme une réponse possible au blocage actuel - ferait coexister deux régimes de citoyenneté sur un même territoire, créant de ce fait une situation inégalitaire, inacceptable sur le principe et catastrophique dans ses conséquences. Cette situation marquerait une double impasse : pour les Palestiniens, l'abandon de leurs aspirations étatiques ; pour les Israéliens, la ruine de leur projet national démocratique.

S'il y a une urgence aujourd'hui, c'est donc celle de redonner un horizon politique aux Israéliens comme aux Palestiniens, en travaillant activement à restaurer l'espoir des deux Etats et la possibilité d'une négociation entre les parties. La réunion extraordinaire le 31 janvier à Bruxelles du Comité de Liaison Ad Hoc, qui réunit les principaux acteurs du soutien économique aux Palestiniens, doit être l'occasion de réaffirmer l'engagement des parties et de la communauté internationale, sur le plan politique et financier, à la solution des deux Etats. Nous avons besoin pour cela de l'engagement de tous, à commencer par celui du grand partenaire américain.

Monsieur le Président,

Il n'y aura pas, toutefois, de solution politique durable sans unité entre Gaza et la Cisjordanie, sous l'autorité des institutions palestiniennes légitimes et dans le cadre des principes endossés par l'OLP. Nous réitérons à cet égard notre attachement à la mise en oeuvre de l'accord signé au Caire le 12 octobre par le Fatah et le Hamas, qui doit permettre à l'Autorité palestinienne d'exercer pleinement ses prérogatives dans la bande de Gaza, y compris dans le domaine de la sécurité. Ce processus doit se traduire par une amélioration rapide des conditions de vie de la population à Gaza. Il doit également s'accompagner d'une levée du blocus, assortie de garanties de sécurité crédibles pour Israël.

Monsieur le Président,

La France est l'amie des Israéliens comme des Palestiniens. C'est pourquoi elle se doit de leur tenir un langage de vérité, le langage que l'on attend de vrais amis, et les appelle à des gestes courageux afin de permettre la reprise des négociations. Il n'existe pas de raccourci dans le chemin exigeant vers la paix, qui est celui de la négociation sur la base des paramètres que j'ai rappelés. Quelles que soient les difficultés, la France n'entend pas renoncer à cet objectif et prendra toute sa part dans les efforts pour y parvenir.

Je vous remercie./.